

The Figaro's Concorde Project

This operation involves a national newspaper, a national airlines, communications, several Macs, a Sun and a PC. The "Figaro" is the largest French national newspaper. The pages are laid out on one of their Macintosh Quadras using Quark Xpress and the PostScript files are generated and stored on one of their Sun servers.

After testing Acrobat, the Figaro's Information Systems people got the idea of the "Concorde Project". The purpose of this project is to allow the passengers on Air France's New York to Paris flight on the Concorde supersonic plane to read the lasted issue of the Figaro as they break through the sound barrier.

This is how it's done :

- 1) As mentioned above, the PostScript files for each page are saved on a Sun server.
- 2) A Macintosh station opens the PostScript file on the Sun server and distills it.
- 3) The resulting PDF file is stored in a transfer folder.
- 4) This PDF file is transferred by modem to a PC in the JFK Airport office of Air France.
- 5) Air France opens the PDF file with Acrobat Exchange for Windows and prints it out on a 600 dpi PostScript laser printer in a A3 format.
- 6) The issue is distributed to passengers boarding the Concorde leaving for Paris.

The creation of a PDF version of the newspaper does not require extra work because the newspaper already has the PostScript files on hand and the distillation will soon be triggered automatically. The Figaro likes the PDF file format because it travels unaffected from one platform to another and because the small file size saves time and money when transferring the newspaper by modem.

Jacques PERRIN
EXPERT

Recherche pour Musées et
Collectionneurs : Meubles et Objets
d'arts du XVIIIe Siècle.

98, Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS Tél. (1) 42.65.01.38

LE FIGARO

premier quotidien national français

BXX JEUDI 21 JUILLET 1994 (N° 15 526) - ÉDITION DE 5 HEURES - PRIX : 6,00 FRANCS

Jacques PERRIN
EXPERT

PAIEMENT IMMÉDIAT SANS FRAIS
ANNEXES pour le vendeur

98, Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS Tél. (1) 42.65.01.38

ISSN 0182-5852

Réunion des ministres hier à Matignon

Budget 1995 : la chasse au déficit

La loi
fondamentale

La préparation du budget est un acte essentiel dans la vie d'un gouvernement. En affectant des crédits, en distribuant des subventions, en proposant des impôts au vote du Parlement, le gouvernement définit son action. C'est l'essence même de la politique.

Mais l'exercice est toujours difficile, car un budget fait toujours des mécontents et des ingrats. Les premiers trouvent - non sans raison - que l'impôt est toujours trop lourd ; les seconds sont oubliés des bienfaits de l'État et considèrent qu'il est normal qu'il y ait des gendarmes sur des routes bien entretenues, des professeurs dans des lycées confortables, des soldats bien équipés et bien nourris dans des casernes modernes.

Dès lors, tous ceux qui exercent le pouvoir s'exposent à l'impopularité.

Les choses s'aggravent quand l'économie n'est pas florissante ; elles se compliquent encore quand les échéances électorales se rapprochent.

C'est bien le cas cette année. Et c'est sans doute pourquoi le premier ministre a modifié la procédure habituelle en réunissant tout le gouvernement à Matignon pour décider du budget. Ce faisant, il rend chaque ministre solidaire des décisions du gouvernement, ce qui rendra difficiles les critiques ultérieures ou les petites phrases au vinaigre de ceux des ministres qui s'estimeraient mal servis.

Qu'il soit ou non candidat à l'Élysée, Édouard Balladur doit présenter un budget sérieux. Les Français connaissent la situation de l'économie et ils ne croiraient pas un gouvernement qui leur dirait qu'en 1995 on rasera gratis. Les marchés des changes aussi sont bien informés et ils n'ont pas leur pareil pour faire fondre la spéculation sur la monnaie du pays dont les dirigeants ont fait un faux pas. Pour Édouard Balladur et pour sa majorité parlementaire, la voie obligée est donc celle de la rigueur.

Cette rigueur doit s'exercer essentiellement en limitant les dépenses. Les socialistes sont frappés d'amnésie et partent en guerre. Mais il ne faut pas oublier que l'actuel gouvernement a hérité d'une dette publique qui va atteindre à la fin de l'année 3 000 milliards de francs. Le paiement des intérêts et le remboursement du principal vont absorber environ un cinquième des impôts qui rentreront l'an prochain.

Comme il n'est pas envisageable d'augmenter le poids des prélèvements (il faut, au contraire, l'alléger) et que la perspective d'une croissance encore faible l'an prochain interdit d'espérer des rentrées fiscales supplémentaires, il faudra couper dans tous les budgets. Avec un objectif : ramener le déficit de 301 à 275 milliards.

Ce sera un signal fort car la réduction du déficit du budget conditionne plus ou moins toute la marche de l'économie. Plus l'impôt est faible, moins le pays a besoin d'emprunter ; et moins on emprunte, moins les taux d'intérêt sont hauts, car point n'est besoin alors d'attirer des capitaux en offrant une rémunération alléchante.

En économie, il est une vieille règle, tellement simple qu'elle a été souvent oubliée : il ne faut pas dépenser plus que l'on ne peut encaisser. Aujourd'hui, Édouard Balladur, gestionnaire impécunieux des affaires de la France, vient de rappeler cette règle. Car tout manquement à cette loi fondamentale se traduit toujours en termes d'emploi et de niveau de vie.

Antoine-Pierre MARIANO

« Il est impératif de réduire les déficits et de maîtriser l'endettement de la France », a affirmé le chef de gouvernement.

Avant de boucler définitivement le volet dépenses du budget, Édouard Balladur a réuni son gouvernement hier après-midi à Matignon.

● Le premier ministre a rendu les derniers arbitrages encore en suspens, notamment en ce qui concerne les crédits militaires et ceux consacrés à la politique de l'emploi.

● Ces décisions devraient être annoncées officiellement à la rentrée, en même temps que les choix fiscaux du gouvernement. Édouard Balladur devrait toutefois réaffirmer la priorité à la lutte contre le chômage et maintenir les crédits du ministère du Travail à leur niveau élevé de cette année.

● A l'issue du Conseil des ministres, qu'il présidait le matin en l'absence de François Mitterrand, le chef de gouvernement avait déjà réaffirmé qu'il était « impératif de réduire les déficits et de maîtriser l'endettement de la France ». Non pas pour des

motifs « idéologiques, théoriques ou dogmatiques » mais pour ne pas faire « courir le risque à notre économie d'une augmentation des taux d'intérêt ».

● Édouard Balladur a assuré que l'objectif d'un déficit budgétaire de 301 milliards de francs cette année serait « impérativement tenu ». Et il a répété que le gouvernement présenterait au Parlement une réduction programmée du déficit à 275 milliards de francs en 1995.

● Le ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, a affirmé à l'issue de la réunion : « Il y a eu un consensus unanime de tous les ministres pour maîtriser » les finances publiques. « Les ministres appartenant au même gouvernement, ils soutiennent la même politique », a-t-il ajouté.

(Nos informations page 6 et l'article de Sophie ROQUELLE, Le FIG-ÉCO, page 1)

Balladur annonce leur arrivée

2 000 Casques bleus au Rwanda fin août

La situation des réfugiés de plus en plus précaire
Une épidémie de choléra menace

La situation du million de réfugiés rwandais rassemblés dans la ville frontalière de Goma, au Zaïre, est « la crise la plus grave », a affirmé hier le

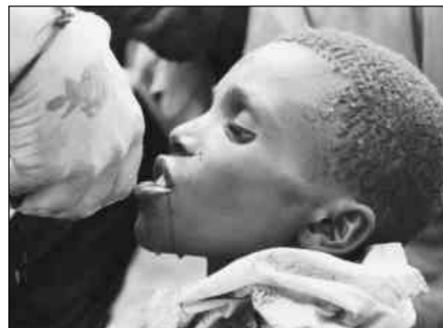
président de Médecins sans frontières. ● Une épidémie de choléra menace les survivants des massacres. Les besoins alimentaires et en eau

potable ne sont couverts qu'à 20 et 5 %.

● Les Nations unies devraient pouvoir « disposer au Rwanda à la fin août de près de 2 000 hommes », a indiqué Édouard Balladur.

● « Le gouvernement français entretiendra des contacts politiques étroits avec le nouveau gouvernement du Rwanda », a ajouté le premier ministre. Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, et le sous-chef des opérations de l'état-major des armées, le général Germainos, se rendront prochainement à Kigali.

● « La France mettra tous les moyens dont elle dispose à la disposition de la commission d'enquête sur les massacres, créée par les résolutions du Conseil de sécurité », a également affirmé Édouard Balladur.

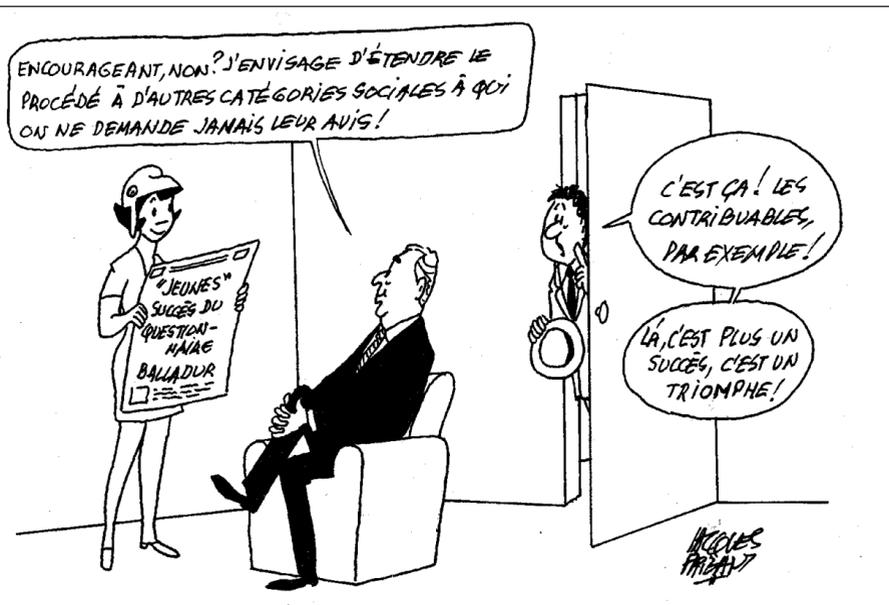


Scène cent fois répétée à Goma, au Zaïre : un sauveteur de la Croix-Rouge fait avaler du glucose à un petit réfugié rwandais. (Photo G. Marinovich/AP.)

Page 2

Partir, c'est mourir beaucoup...

Le reportage de Jean d'ORMESSON



Cinquante ans après

L'hommage au maquis du Vercors

Édouard Balladur présidera aujourd'hui les cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de l'attaque allemande contre le maquis du Vercors.

● Le 21 juillet 1944, 16 000 Allemands, appuyés par l'aviation et des blindés, donnaient par surprise l'assaut aux positions défendues par 3 000 maquisards courageux mais très mal équipés.

● Le général Costa de Beauregard raconte, dans un entretien au Figaro, les jours glorieux du maquis du Vercors.

(L'article de Pierre DARCOURT, page 21)



L'HIVER SELON SAINT LAURENT... En robe du soir en mousseline bleu nuit drapée à la madone. La collection, très attendue, a été follement applaudie. (Photo Pierre Colacicco/Le Figaro.)

(Le Journal des collections, par Janie SAMET, page 14)

Maurice Arreckx :

« Il n'y a rien contre moi »

Le sénateur (PR) Maurice Arreckx, 77 ans, répond aux accusations de corruption qui sont portées contre lui.

● Dans un entretien au Figaro, l'ancien président du conseil général du Var déclare : « Il n'y a rien contre moi. »

● Maurice Arreckx, qui fait l'objet d'une demande d'« autorisation d'arrestation », reconnaît avoir sollicité auprès d'une entreprise une aide financière au bénéfice du PR.

(L'interview recueillie par Ivan RIOUFOL, page 7)

Les grands silencieux

Aujourd'hui Maxime Rodinson



C'est l'homme pour qui Mahomet n'a pas de secret. L'un des grands orientalistes et islamologues du siècle explique au Figaro les analogies entre l'islam, le judaïsme et le christianisme.

(L'interview recueillie par Franz-Olivier GIESBERT et Bernard BONILAURI, page 9)

Le sondage Figaro-Sofres sur les valeurs idéologiques

Élysée : 75 % des Français favorables au quinquennat

L'idée européenne recule et 61 % des personnes interrogées refusent d'abandonner la force nucléaire nationale

Selon le dernier volet du sondage Figaro-Sofres sur les « Valeurs idéologiques des Français », 75 % des personnes interrogées se prononcent pour la réduction à cinq ans du mandat présidentiel. Elles n'étaient que 65 % de cet avis en 1990.

● L'idée européenne est en recul. Les Français ne sont plus que 27 % à croire aux

vertus de la construction européenne. 39 % des personnes interrogées ne savent plus si notre pays peut y gagner ou y perdre.

● 61 % des Français refusent d'abandonner la force nucléaire nationale, contre 57 % en 1990. Mais 55 % n'en sont pas moins favorables à une forte réduction des dépenses militaires.

● Une large majorité se dégage pour s'opposer au vote des immigrés, quelle que soit la nature des élections.

● Dans deux entretiens, François de Closets et Guy Sorman commentent ce sondage.

(Les articles de Joseph MACÉ-SCARON et Charles REBOIS, page 5)

NOS RUBRIQUES - ■ BOURSE (LE FIG-ÉCO, page VII) ■ CARNET DU JOUR (12) ■ COULISSES (12) ■ COURSES (20) ■ CULTURE (20) ■ DESTINATIONS (13) ■ ÉCONOMIE-SOCIAL-FINANCES (LE FIG-ÉCO) ■ JEUX (26) ■ JOURNÉE (12) ■ MÉDIAS-PUBLICITÉ (36) ■ MÉTÉOROLOGIE (22) ■ MOTS CROISÉS (12) ■ NOTRE VIE (7 et 8) ■ PETITES ANNONCES (16 à 19 et 24) ■ PROGRAMMES SPECTACLES (24) ■ PROGRAMMES TÉLÉVISION (26 et 27) ■ RADIO-TÉLÉVISION (25) ■ SPECTACLES (23) ■ VIE DE L'AUTOMOBILE (11) ■ VIE AU FÉMININ (14) ■ VIE INTERNATIONALE (2 à 4) ■ VIE POLITIQUE (5 à 7) ■ VIE SCIENTIFIQUE (6) ■ VIE SPORTIVE (10) ■ WALL STREET (LE FIG-ÉCO, page VI).

Israël-Jordanie

Première rencontre au niveau ministériel

(Page 3)

Delvaux

Mort du peintre belge, figure majeure du surréalisme

(Les articles de Philippe CRUYSMANS et Jean-Marie TASSET, page 28)

La météo et les jeux de l'été

Pages 22 et 26

L'ESSENTIEL

AUTOROUTES DE L'INFORMATION

Carlo De Benedetti :

« Il faut faire confiance au marché »

Le président d'Olivetti a joué un rôle essentiel dans la rédaction du rapport Bangemann sur les autoroutes de l'information. Il explique les enjeux pour l'Europe de cette nouvelle révolution économique lancée par les États-Unis.



(Page II)

ALLEMAGNE

Les marges de manœuvre de la Bundesbank

La conjoncture économique allemande donne des signes de redressement. Mais la Bundesbank, dont le conseil central se réunit aujourd'hui, les juge-t-elle suffisamment significatifs pour intervenir sur les taux ?

(Page III)

PÊCHE

Le thonier vendéen restitué à son propriétaire

Les pêcheurs espagnols ont finalement accepté, hier après-midi, de restituer le thonier la *Gabriele* à la marine de leur pays qui l'a remis, peu après, aux autorités françaises.

(Page III)

FONCTION PUBLIQUE

Hygiène et sécurité : le public imite le privé

Quatre organisations syndicales, dont FO, ont annoncé qu'elles signeraient l'accord sur l'hygiène et la sécurité conclu mardi soir à l'issue des négociations entamées le 24 mai entre le ministre et sept fédérations de fonctionnaires.

(Page III)

TRANSPORT AÉRIEN

Air France : Bruxelles devrait dire oui à la recapitalisation

Sauf surprise, la Commission européenne devrait autoriser mercredi prochain l'apport de vingt milliards de francs que l'État français, actionnaire unique d'Air France, se propose de faire à la compagnie nationale.

(Page IV)

EMPLOI

Insertion des jeunes : vingt-cinq conventions

Les engagements de ces 25 conventions portent sur 56 000 emplois en deux ans dans de nombreux secteurs : hôtellerie, pétrole, métallurgie, électronique, chimie, banque, assurance, bâtiment, transports, grande distribution.

(Page IV)

AGROALIMENTAIRE

Bernard Dumon : Saint-Louis devrait « doubler son CA dans les six ans »

Doté d'un trésor de guerre de 7 à 8 milliards de francs, le groupe a les moyens de réaliser une importante opération de croissance externe. Parallèlement, il pourrait sortir totalement des plats cuisinés et de Royal Champignon.

(Page V)

TOURISME

Visit France décolle

La filiale tourisme du groupe Air France profite de la vogue des courts séjours. Le catalogue de ce voyageur présente en priorité des hôtels de charme de petite capacité, installés en province.

(Page V)

LOI DE FINANCES 1995

Politique budgétaire : accord sur la rigueur

Bon gage malgré les ministres ont accepté les restrictions de leur budget autour de la réduction des déficits publics

C'est lundi que les ministres devraient recevoir leurs fameuses « lettres plafonds », qui encadrent leurs crédits pour 1995. La lecture en sera sans surprise, mais amère : Édouard Balladur a demandé des coupes claires dans presque tous les ministères pour réduire le déficit budgétaire de 25 milliards de francs.

Avant de boucler définitivement le volet dépenses du budget, le premier ministre a toutefois réuni hier après-midi à Matignon le gouvernement au grand complet. L'occasion pour les ministres de faire entendre une dernière fois leurs doléances. Sans grand succès. « On est très pauvres, on s'est fauchés », a laissé tomber le ministre du Logement Hervé de Charette en quittant l'Hôtel Matignon.

Il reste encore plusieurs dizaines de milliards de francs d'écart entre les revendications des ministres et les exigences du budget. Ils concernent notamment les crédits militaires, la politique de l'emploi, les affaires sociales ainsi que les aides au logement.

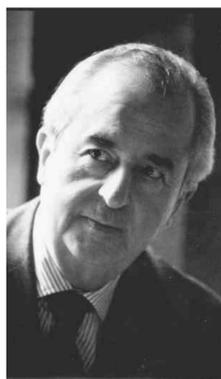
Le gouvernement doit par exemple se mettre d'accord sur le nombre de RMI et de

contrats emploi solidarité. L'État finance 650 000 CES en 1994 et le ministre du Travail, Michel Giraud, estime qu'il faut compter sur 800 000 contrats l'an prochain. Une barre jugée trop haute par Nicolas Sarkozy. Selon lui, une réduction du chiffre de 1994 « est une hypothèse raisonnable ».

Exercice politique

Les crédits de l'Éducation devraient être préservés. Autre décision attendue : la réforme de l'allocation de logement social (ALS) pour les étudiants, dont le coût s'alourdit d'année en année. Le gouvernement aurait renoncé, pour l'instant, à restreindre les conditions d'accès à l'ALS.

La réunion gouvernementale sur le budget était aussi un exercice largement politique. Depuis plusieurs semaines, le ton monte dans les rangs de la majorité - et particulièrement au RPR - contre la politique budgétaire du gouvernement, jugée par certains trop restrictive. Le débat parlementaire de l'automne sur le budget 1995 devrait ainsi être l'occasion pour chacun de prendre ses marques avant la grande ba-



Édouard Balladur : « Réduire les déficits et maîtriser l'endettement. » (Photo Archambault/Le Figaro.)

taille présidentielle... Édouard Balladur voulait donc faire partager à tous ses ministres la responsabilité de ce budget de rigueur. Et ce n'est pas un hasard s'il a salué « l'unanimité » gouvernementale sur la réduction du déficit.

« Tous sans aucune exception ont adhéré à l'objectif de maîtrise de l'endettement et des déficits », a insisté Nicolas Sarkozy à l'issue de la réunion.

Lors du Conseil des ministres qu'il présidait le matin, Édouard Balladur avait déjà réaffirmé qu'il était « impératif de réduire les déficits et de maîtriser l'endettement de la France ». Et ce pour ne pas faire « courir le risque à notre économie d'une augmentation des taux d'intérêt », a dit Édouard Balladur.

Le chef du gouvernement a assuré que l'objectif d'un déficit budgétaire de 301 milliards de francs cette année serait « impérativement tenu ». Et il a répété que le gouvernement présenterait au Parlement une réduction programmée du déficit à 275 milliards de francs en 1995.

En revanche, les propos du premier ministre n'ont pas été du goût des socialistes, qui ont saisi l'occasion pour fustiger le « grave dérapage des finances publiques ». Le PS a même demandé « solennellement » la convocation de la commission Raynaud, qui avait été chargée d'examiner la gestion socialiste au lendemain des élections de mars 1993.

S. R.

Voir également nos informations page 6

ÉTATS-UNIS

La Réserve fédérale craint des germes inflationnistes

Alan Greenspan critique la faiblesse du dollar et relève des risques inflationnistes dans la situation économique américaine

Lorsque le président de la Fed s'interroge, les marchés doutent. Et c'est probablement ce qui risque d'advenir après les discours tenu hier par Alan Greenspan devant le Congrès américain. « Notre action à ce jour a-t-elle été suffisante pour contrer les pressions inflationnistes et par conséquent maintenir une tendance économique favorable ? La question reste ouverte », a annoncé d'entrée de jeu le président de la Réserve fédérale.

Pour lui, la baisse du dollar est inquiétante et néfaste pour les États-Unis. Si elle n'est pas inversée, elle risque de se traduire par une reprise de l'inflation l'an prochain. Certes, jusqu'à présent Alan Greenspan note que le « marché de l'emploi s'est montré robuste. Notre pays, constate-t-il, a remporté un important succès ces dernières années en remettant notre économie sur pied ».

Mais à plusieurs reprises il a réaffirmé qu'il serait dangereux

de gaspiller les bons résultats acquis par les États-Unis en matière d'inflation. Et sur ce point, si le président de la Fed ne révèle pas de reprise, il averti cependant toutes les parties concernées : « Les germes inflationnistes potentiels sont présents. »

Préparer l'opinion

Si risque il y a, pourquoi alors ne pas être intervenu plus tôt, début juillet, lors de la der-

nière réunion du comité de politique monétaire de la réserve fédérale ? Parce que les incertitudes sont encore trop grandes, a répondu le président Greenspan. Les taux ont été relevés de 1/4 de point depuis le mois de février. Et l'objectif de la Fed est toujours de situer les taux des fonds fédéraux à 4,25 %.

Alan Greenspan voudrait préparer l'opinion à un relèvement des taux américains qu'il ne s'y prendrait pas autrement... G. P.

CONSOMMATION

Crise financière à l'INC

L'Institut national de la consommation a enregistré 19 millions de pertes en 1993 contre 11 millions d'excédents en 1992

L'Institut national de la consommation ne sortira pas à l'identique de la crise financière qui se révèle aujourd'hui au grand jour. C'est non seulement la gestion mais aussi le rôle de cette institution (au statut d'établissement public à caractère industriel et commercial) qui sont aujourd'hui en question.

La publication des comptes de l'année 1993, fin juin, vient de mettre en évidence une rapide dégradation de la situation économique de l'INC, présidé par Reine-Claude Mader. 1992 avait encore enregistré 11 millions d'excédents pour un chiffre d'affaires de 191 millions de francs (dont 75 % de ressources propres). 1993 a connu un retournement brutal avec 19 millions de pertes pour 151 millions de chiffre d'affaires.

Plusieurs causes à cette situation. La diminution de la subvention de l'État de 11 millions de francs entre 1992 et 1993 - soit de près d'un quart de son montant - a creusé le déséquilibre provoqué par la baisse des recettes de la vente des produits de presse. La totalité des ressources - aux côtés de la subvention - provient, en effet, des publications et, en particulier, du mensuel *50 Millions de consommateurs*. Ce magazine subit de plein fouet la crise. Les ventes moyennes au numéro ont chuté de 169 000 en 1992 à moins de 100 000 en 1994.

Polémique sur la crédibilité

La décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel d'interdire sa promotion pendant les temps d'antenne n'est pas la seule raison de cette chute d'audience. Sa présidente, Reine-Claude Mader, reconnaît : « L'INC souffre d'un problème d'identité, n'étant ni une association de consommateurs ni une administration. » Et avant même la réalisation des deux audits qui viennent d'être engagés, elle estime urgent de départementaliser les activités de l'INC afin d'avoir une vision plus transparente de ses coûts. Cela implique aussi de clarifier la mission qui relève du service public et doit être financée par l'État et celle à caractère purement commercial.

Au cœur de cette réforme :

le rôle du centre d'essais dont dépend la crédibilité de l'INC et de ses publications. Le deuxième centre qui existe actuellement en France est celui de l'Union fédérale des consommateurs qui a terminé en 1993 avec 5 millions de pertes et un plan social concernant 13 personnes sur un effectif de 55. Son magazine (*UFC-Que choisir ?*) est directement concurrent de *50 Millions*.

Centre d'essais « eurocompatible »

Vu la situation économique des deux organismes, l'idée de réunir les deux structures afin de créer un seul et grand centre d'essais français revient en force. Mais Marie-José Nicoli, présidente de l'UFC - membre-fondateur depuis 25 ans du grand institut d'essais comparatif européen de Londres qui s'est fait respecter en fermant la porte aux professionnels - n'est pas prête à faire des concessions.

Elle lance aujourd'hui une sérieuse polémique sur la fiabilité du centre d'essais de l'INC : « La fonction de test de produits et de services ne peut être correctement remplie tant que l'État et les professionnels seront présents au sein de l'INC. En effet, la garantie d'indépendance nécessaire pour accomplir cette tâche n'est pas assurée. »

De son côté, Reine-Claude Mader est persuadée qu'il faut « un grand centre d'essais français représentant les intérêts des consommateurs français au niveau européen ». Elle se dit prête à reprendre les négociations pour la création de ce centre d'essais « eurocompatible ». En clair, en se passant, s'il le faut, de la présence des professionnels et pouvoirs publics français.

Trente ans après sa création, l'INC - qui emploie 130 personnes - peut se préparer à vivre une révolution de fond. Épine dorsale d'un mouvement consommateur, d'ailleurs passablement affaibli, son rôle face au développement de celui de l'État - à travers la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) - est aussi au cœur du problème.

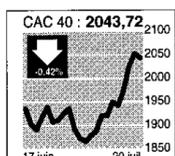
Laurence CHAVANE

TABLEAU DE BORD

BOURSE DE PARIS

Consolidation

L'indice CAC 40 a reculé de 0,42 % à 2 043,72 points hier. Le SBF 120 a perdu 0,09 % à 1 405,89 points et le SBF 250, 0,08 % à 1 359,66 points.



(La vie des marchés, pages V, VI et VII)

Dollar à Paris en francs
5,3965 (5,3240)

100 Yens à Paris en francs
5,4291 (5,4189)

Mark à Paris en francs
3,4279 (3,4315)

Franc suisse à Paris en francs
4,0499 (4,0641)

Livre sterling à Paris en francs
8,3275 (8,3110)

Ecu contre franc
6,5505 (6,5445)

Monétaire argent jour le jour
5 5/16 - 5 7/16 %

Once d'or à Londres en dollars
387,45 (384,65)

Monétaire à 3 mois
5 1/2 - 5 9/16 %

Pétrole Brent daté Londres
17,90 (17,50) \$/b

EN DIRECT

Failites : - 12,4 % au premier semestre

Les défaillances d'entreprises ont reculé de 12,4 % de janvier à juin, par rapport au premier semestre de 1993, selon les derniers chiffres de la Sfac. La société d'assurance crédit a comptabilisé 32 141 jugements de faillites au Bodac, contre 36 707 au premier semestre. (Les publications au Bodac ont plusieurs semaines de retard sur les jugements eux-mêmes.)

Le reflux des faillites confirme l'amélioration de l'activité depuis le début de l'année. Toutefois, souligne Philippe Chalmin, l'économiste de la Sfac, « l'ampleur de la baisse n'a rien d'extraordinaire » pour une économie en phase de reprise. Surtout par rapport à un premier semestre 1993, où le nombre de faillites avait battu tous les records.

Pechiney : le PDG nommé la semaine prochaine

La nomination du remplaçant de Jean Gandois à la tête de Pechiney pourrait intervenir en Conseil des ministres, mercredi 27 juillet. Il ne devrait toutefois pas s'agir d'une candidature interne, estime-t-on de source proche du dossier. Jean-Martin Folz, ex-directeur de Pechiney, actuellement chez Eridiana-Béghin-Say, aurait refusé une offre, tandis que Jean-Louis Vinciguerra, directeur général adjoint, aurait été écarté en raison de sa trop récente nomination à la tête de la filiale American National Can.

Parmi les autres noms qui ont circulé ces dernières semaines revenaient le plus fréquemment ceux de Jean Syrota, président de la Cogema, et de Goerges-Yves Kerven, directeur général adjoint de l'UAP.

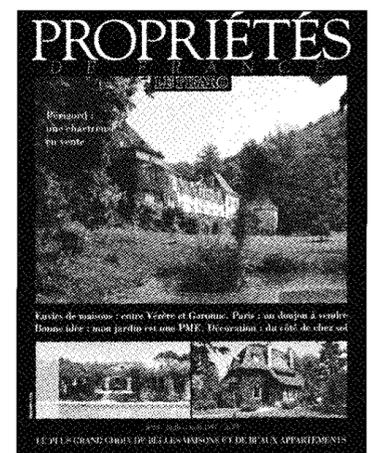
Loyers parisiens : toujours encadrés

Il devrait encore y avoir, jusqu'au 31 août 1995, un encadrement spécial des loyers du secteur privé en agglomération parisienne, pour les renouvellements de baux avec le même locataire. Un décret, qui sera la copie conforme de celui qui est en vigueur depuis le 31 août 1993, devrait être publié rapidement (*Le Fig-Éco* du 16-17 juillet). Même si la Commission nationale de concertation, consultée hier sur le projet de décret gouvernemental, a exprimé un avis défavorable, le collège des bailleurs votant contre, de même que celui des gestionnaires, tandis que celui des locataires s'abstenait, ainsi que les HLM. Rappelons que, par ce décret, l'évolution des loyers sera limitée à l'évolution de l'indice du coût de la construction.

Société générale : résultat semestriel maintenu

Le résultat net consolidé de la Société générale au premier semestre 1994 « devrait être au moins égal à celui du premier semestre 1993 », qui s'était élevé à 2,158 milliards de francs, a indiqué la banque. A l'issue d'une réunion de son conseil d'administration, la Société générale indique en outre que « l'examen de ses engagements au 30 juin 1994 donne à penser que la bonne maîtrise des risques commerciaux en France et à l'étranger permettrait une réduction du volume de ses dotations aux provisions » en 1994. En 1993, les dotations aux provisions de la banque s'étaient élevées à 7,2 mds de francs. La banque précise par ailleurs que l'encours moyen de crédits a baissé de 2,9 % en raison de la faiblesse de la demande des entreprises.

C'est le moment d'acheter un bel été à la campagne



Le numéro de l'été vient de sortir.